

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : LIBAN - POINT DE SITUATION SUR LA RECONSTRUCTION

Plus de sept mois après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu avec Israël, la problématique de la reconstruction du Liban reste en suspens, en dépit de besoins importants et urgents. Dans son étude « Rapid Damage and Needs Assessment » (RDNA) publiée en mars 2025, la Banque Mondiale évalue les besoins financiers post conflit à 11 Md\$ (soit 39% du PIB), incluant la reconstruction (8,8 Md\$) et l'effort de relance de l'activité (2,1 Md\$). L'immobilier concentre 57% des besoins (soit 6,3 Md\$) – 10% des logements ayant été endommagés ou détruits, suivi par le secteur commercial/industriel (1,8 Md\$). Ces deux secteurs devront essentiellement bénéficier, selon la Banque Mondiale, de financements privés (qui auraient vocation à couvrir au total 6 à 8 Md\$). Le financement public (3 à 5 Md\$) devrait quant à lui être principalement dirigé vers les infrastructures et services publics (eau/assainissement, routes/ponts, électricité, santé, éducation), ainsi que vers l'agriculture et l'environnement.

LE CHIFFRE À RETENIR

11 Mds \$

BESOINS DE RECONSTRUCTION
ET DE RELÈVEMENT

Contrairement à 2006, les financements immédiatement disponibles sont limités. Après la guerre de 2006, la reconstruction avait démarré rapidement grâce de multiples sources de financement (dépôts et dons des pays du Golfe, fonds de l'Iran et du Hezbollah, conférence de Paris III). La situation actuelle est marquée par une pénurie de fonds disponibles, qu'ils soient issus des finances publiques, des bailleurs et pays amis ou des flux informels.

Les autorités libanaises n'ont pas encore défini de stratégie de reconstruction. Le Parlement vient d'adopter, le 30 juin, une loi octroyant des exemptions de diverses taxes et redevances pour les populations affectées par la guerre, relatives notamment aux bâtiments devenus inhabitables du fait des dommages, jusqu'à la finalisation des travaux de réhabilitation. Sur le terrain, le déblaiement et le regroupement des débris, lancés par le précédent gouvernement, sont en cours et des travaux de reconstruction, y compris d'infrastructures (électricité, télécoms), ont été initiés dans certaines localités.

En l'absence d'avancées sur les réformes bancaires, l'effort financier international pour la reconstruction du Liban demeure à ce stade limité et éparpillé. L'écosystème actuel de l'aide au Liban repose sur le financement en don de multiples projets dans les services de base, transitant par les agences des Nations Unies et les ONG. Or l'aide bilatérale de plusieurs pays (à commencer par les Etats-Unis) connaît actuellement une baisse tendancielle ne permettant qu'un redéploiement partiel vers la reconstruction. Dans ce contexte, l'adoption d'un programme FMI apparaît essentielle pour remobiliser l'aide internationale et en diriger une partie vers les besoins de reconstruction.

La Banque Mondiale a adopté le 24 juin le projet « Lebanon Emergency Assistance Project » (LEAP) visant à contribuer à l'effort de reconstruction, à travers un prêt de 250 M\$ ayant vocation à être complété par des contributions (dont celle de la France), de préférence en don, pour atteindre 1 Md\$. Le projet LEAP devrait financer la gestion circulaire des débris, la restauration des infrastructures et services publics critiques, ainsi que leur reconstruction. L'instruction du projet a permis d'engager le processus de réforme du Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR), chargé de sa mise en œuvre, à travers la nomination d'un conseil d'administration de plein exercice, la création d'une unité de gestion autonome et l'engagement à mener une réingénierie des procédures. Dans un contexte d'incertitudes sur le niveau et la temporalité des contributions, le projet LEAP s'appuie sur un mécanisme de priorisation géographique des interventions, afin de maximiser leur impact à court terme.

Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. REGROUPEMENT DES 5^{ÈME} ET 6^{ÈME} REVUES DE L'EFF

Le 3 juillet, le FMI a [annoncé](#) le regroupement des 5^{ème} et 6^{ème} revues de l'accord élargi au titre du mécanisme élargi de crédit (EFF), repoussant à l'automne le versement de la tranche de 1,2 Md USD initialement attendue ce mois-ci. Cette décision s'explique par la nécessité de progresser davantage sur certaines réformes, notamment sur le désengagement de l'État dans l'économie, malgré des progrès salvés en matière d'inflation et de réserves de change. La première revue du programme de résilience et de durabilité (RSF), portant sur 1,3 Md USD, devrait également se dérouler en parallèle de la 6^{ème} revue. À ce stade, le montant de la tranche combinée n'a pas été communiqué.

2. BAISSÉ DES IMPORTATIONS DE BLÉ AU 1^{ER} SEMESTRE 2025

Les importations égyptiennes de blé ont été ramenées à 5,2 M de tonnes au premier semestre 2025, contre 6,8 M à la même période en 2024, soit une baisse de 23,5% en glissement annuel. Ce repli s'explique à la fois par un effet de base, les importations ayant atteint l'an passé leur plus haut niveau en 10 ans avec 14,2 M de tonnes, par les perturbations géopolitiques ayant affecté la navigation maritime, ainsi que par l'augmentation des surfaces cultivées en blé en Égypte, cette dernière ayant favorisé la consommation de production locale (+18% en g.a.).

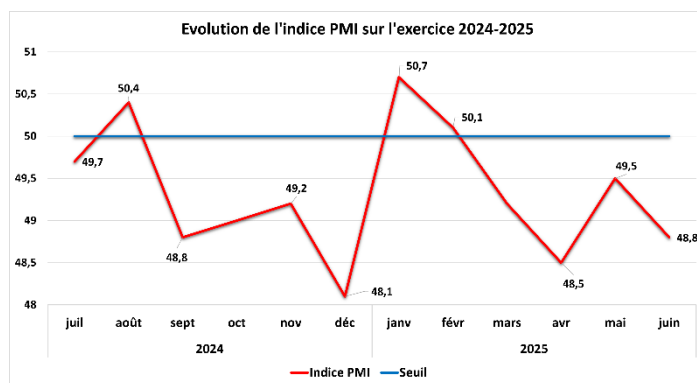
3. PANNE MAJEURE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un incendie [survenu](#) le 7 juillet au centre de données Ramsès au Caire, nœud central des connexions internet du pays, utilisé par Telecom Egypt, Vodafone et Orange, a provoqué une importante panne des télécommunications, perturbant la téléphonie mobile, internet, le trafic aérien et les services bancaires. Le taux de connectivité nationale a ainsi atteint 44% le jour de l'incident, avant de remonter à 68% le lendemain. La bourse égyptienne a suspendu sa séance du 8 juillet, avec une réouverture prévue le 9 juillet. Très dépendants de la connexion internet, de nombreux distributeurs automatiques demeurent inaccessibles, tandis que les terminaux de paiement sont toujours hors ligne. Dans ce contexte, la Banque centrale égyptienne a temporairement doublé le plafond quotidien de retrait d'espèces, le portant à 500 000 EGP (10 000 USD). À ce stade, la plateforme de paiement numérique Instapay reste la solution la plus fonctionnelle. Tous les services de télécommunications ont été redirigés vers des centres alternatifs et seront remis en ligne progressivement, selon le ministre des Télécommunications, Amr Talaat.

L'origine de l'incendie est encore incertaine, mais un court-circuit électrique est l'hypothèse privilégiée.

4. L'INDICE PMI SOUS LE SEUIL DE CROISSANCE POUR LE 4^{ÈME} MOIS CONSÉCUTIF

L'[indice des directeurs d'achat](#) (PMI) a été ramené à 48,8 en juin, contre 49,5 en mai, demeurant sous le seuil de croissance pour le quatrième mois consécutif. L'enquête souligne un ralentissement de l'activité économique et de la production, lié à l'accélération de la contraction des nouvelles commandes. Dans ce contexte, les entreprises ont réduit leurs achats pour le quatrième mois consécutif, le plus fort recul depuis près d'un an, entraînant une stabilisation des stocks après trois mois de légère hausse. Les réductions d'effectifs se sont également poursuivies pour le cinquième mois consécutif, bien que celles-ci soient restées marginales par rapport aux mois précédents. Sur une note plus positive, l'accélération des prix des intrants s'est atténuée, atteignant son plus bas niveau depuis trois mois. En revanche, la confiance des entreprises dans les perspectives à un an affiche son plus bas niveau jamais enregistré, la plupart d'entre elles ne prévoyant aucune croissance de leur production.



IRAK

1. VALLOUREC SIGNE DEUX CONTRATS AVEC DES ENTREPRISES CHINOISES

Le groupe français Vallourec, spécialisé dans les solutions tubulaires de haut de gamme, a signé deux contrats avec les entreprises chinoises CNOOC (China National Offshore Oil Corporation – active dans le champ pétrolier de Maysan) et PetroChina (West Qurna 1) pour la fourniture de tubes destinés à des opérations de forage en Irak. D'un montant estimé à plus de 130 M USD, les livraisons sont prévues pour 2025 et 2026. Ces contrats s'inscrivent dans un contexte de croissance à venir des activités pétrolières en Irak. Le gouvernement irakien ambitionne d'augmenter les capacités de production de pétrole du pays, actuellement de 5 Mb/j, pour atteindre 7 Mb/j.

à horizon 2030. L'économie irakienne est structurellement dépendante des activités pétrolières qui représentent 40% à 60% du PIB selon les années (39% en 2024 contre 57% en 2022) et plus de 90% des recettes publiques (91,6% en 2024).

2. APPEL D'OFFRES POUR LA MODERNISATION DE L'AÉROPORT DE BAGDAD

Le ministère des Transports a lancé début juillet un appel d'offres pour la réhabilitation et la modernisation de l'aéroport de Bagdad sous un modèle de partenariat public-privé (PPP). Dix groupements d'entreprises locales et internationales ont été préqualifiées sur les 14 consortiums qui avaient répondu à l'appel à expression d'intérêt en septembre 2024. La remise des offres est attendue en septembre 2025. La Société Financière Internationale (SFI, groupe Banque Mondiale) avait été mandatée en septembre 2023 comme conseil du gouvernement irakien pour structurer le projet sous forme de PPP. L'exploitation de l'aéroport sera octroyée pour une durée de 20 ans. L'aéroport international de Bagdad a une activité d'environ 4 millions de passagers par an. L'objectif du projet de modernisation est de doubler ce trafic à 8-9 millions de passagers/an avec une perspective de 15 millions de passagers à long terme. Les investissements portent sur la construction de nouveaux terminaux passagers, la rénovation complète des pistes et la mise aux normes internationales des systèmes de sécurité. Le montant des investissements est estimé entre 400 et 600 M USD, dont environ 100 M USD seraient apportés par la SFI. On relève l'absence d'offre française en matière de construction ou d'exploitation aéroportuaire parmi les dix groupements sélectionnés. L'aéroport actuel avait pourtant été construit par un groupement d'entreprises françaises.

3. LE FMI REVOIT À LA HAUSSE SES PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES POUR L'IRAK

Dans son dernier [communiqué](#), le FMI anticipe une croissance du PIB irakien de 3,1% en 2025, contre une récession de 1,5% annoncée en avril dernier. Cette reprise économique est portée par un rebond de la production pétrolière (+5%) dans le sillage d'une levée progressive des réductions décidées par l'OPEP+ en 2023 (sortie prévue d'ici septembre 2026). Le FMI prévoit une croissance relativement faible du PIB non-pétrolier (1%, contre +2,5% en 2024) freinée par les faibles marges de manœuvre budgétaire réduisant les capacités d'investissement de l'État et l'absence de réformes structurelles d'ampleur. L'inflation annuelle moyenne devrait se stabiliser à 2,6%. Le déficit budgétaire devrait se creuser à 7,5% du PIB (contre 4,2% en 2024) en raison d'une hausse des dépenses et d'une baisse des recettes pétrolières. Le prix

d'équilibre budgétaire du baril a lui bondi à 84 USD (contre 54 USD en 2020). Enfin, les réserves de la Banque Centrale pourraient baisser à 91 Mds USD en 2025, soit 11,1 mois d'importation de biens et services (contre 100,3 Mds USD en 2024), sous l'effet d'une baisse des prix du pétrole.

4. L'OPEP+ ANNONCE UNE NOUVELLE HAUSSE DE LA PRODUCTION DE PÉTROLE EN AOUT

Réunis virtuellement le 5 juillet 2025, les huit pays membres de l'OPEP+, dont l'Irak, ont décidé en juillet d'accélérer l'augmentation de leur production pour le mois d'août 2025 (+0,55 M b/j) et une sortie progressive d'ici septembre 2026 des coupes de production de 2,2 M b/j adoptées en 2023. Plus tôt dans l'année, les membres de l'Organisation avaient annoncé une augmentation de leur production de 0,41 M b/j pour les mois de mai, juin et juillet 2025. Selon l'accord, l'Irak, deuxième producteur de l'OPEP, devait limiter sa production à 4 M b/j avant d'envisager une reprise progressive à partir d'avril 2025. Dépassant régulièrement ses quotas de production, le pays s'est alors également engagé à réduire sa production de 120 000 b/j à 140 000 b/j supplémentaires pour compenser sa surproduction passée (environ 170 000 b/j, soit plus de 62 Mb, pour l'année 2024). Les membres de l'OPEP+ ont toutefois précisé que les augmentations graduelles pouvaient être suspendues en fonction de l'évolution des conditions de marché.

IRAN

1. APPEL À UNE REFONDATION STRATÉGIQUE

Dans une déclaration, 180 économistes et universitaires soulignent l'urgence de garantir la sécurité, la stabilité et le développement en Iran. La récente crise militaire, selon eux, a révélé deux priorités majeures : **i)** la défense nationale et **ii)** l'unité du peuple face aux menaces extérieures. Les signataires alertent sur les failles structurelles du pays : déséquilibres économiques, exode des talents, chute des investissements et perte de confiance envers les institutions. Ils appellent à une refonte de la gouvernance fondée sur :

1) Une diplomatie active avec l'Occident pour éviter l'isolement,

2) Le respect des libertés fondamentales et la libération des prisonniers d'opinion,

3) Une réforme des médias publics pour garantir le pluralisme,

4) Une lutte contre les rentes et la sortie des forces armées du secteur économique,

5) Une révision des priorités sécuritaires au service de la défense nationale. Ils voient dans cette crise une opportunité historique pour engager l'Iran vers un modèle inclusif, souverain et durable.

2. FAIBLE SOUSCRIPTION AUX SÉANCES OBLIGATAIRES ET EXPLOSION DE LA DEMANDE DE LIQUIDITÉS

Depuis le 16 juin 2025, la société de courtage de la Banque Centrale a organisé, pour le compte du ministère des Affaires économiques et financières, quatre séances d'émission de titres obligataires Murabaha par adjudication ouverte. Lors de ces séances, aucun titre n'a été vendu sur l'Iran Fara Bourse (marché secondaire). Lors de la première séance, quatre banques ont souscrit à hauteur de 280 000 Mds IRR (311 M USD au taux libre), représentant 93 % de l'offre totale. La deuxième séance a absorbé 82 % de l'offre proposée, soit 123 000 Mds IRR (137 M USD). Cependant, lors de la troisième séance, bien que les quatre établissements soient restés présents, seulement 25 % de l'offre a trouvé preneur, soit 150 000 Mds IRR (167 M USD). La quatrième séance a marqué un point critique : **seulement 2 % de l'offre totale a été acquise**, soit 10 000 Mds IRR (11 M USD) par trois banques participantes. Cette détérioration s'expliquerait par deux facteurs principaux : **i)** Une incertitude accrue liée aux tensions géopolitiques et militaires, qui pousse les acteurs financiers à la prudence, **ii)** Une tension croissante sur la liquidité bancaire, comme en témoigne l'augmentation des demandes sur le **marché interbancaire repo**, atteignant **4 M Mds IRR (4,4 Mds USD)**, en hausse de **26 %** par rapport à la dernière séance avant le conflit.

3. BOURSE - POURSUITE D'UNE CHUTE HISTORIQUE

Ce mardi, l'indice principal de la bourse de Téhéran clôturait à 2,637 millions de points, représentant une **chute de 12% depuis sa réouverture le 27 juin – du jamais vu**. 77% des actions ont clôturé dans le rouge, avec un total d'environ 23 M EUR d'argent réel sorti du marché boursier sur cette seule journée. La fermeture du marché pendant les deux semaines de guerre a poussé les investisseurs à liquider leurs actifs. La poursuite de cette chute s'expliquerait, selon la presse locale, par le manque de visibilité des investisseurs, tant en matière économique que géopolitique. En réponse, il a été décidé mardi, lors d'une réunion extraordinaire du conseil d'administration du Fonds de stabilisation du marché des capitaux présidée par le Ministre de l'Économie, d'émettre des obligations d'État à hauteur d'environ 200 M EUR, ainsi que des obligations d'assurance sur les actions équivalent à 5 M EUR.

ISRAËL

1. LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE NE DEVRAIT PAS SE CREUSER EN 2025

Malgré une hausse massive des dépenses de défense pour financer la guerre en Iran et à Gaza, le comptable général du Ministère des Finances estime que l'impact net sur le déficit budgétaire israélien sera « négligeable à modéré », grâce à une augmentation significative des recettes fiscales. Le déficit annuel du gouvernement israélien s'établit à 5% du PIB fin juin 2025, soit environ 104 Mds ILS. Le déficit cumulé du premier semestre 2025 atteint 32 Mds ILS (1,5% du PIB), contre 63,5 Mds ILS au premier semestre 2024 (plus de 3% du PIB). Les dépenses gouvernementales du premier semestre représentent près de la moitié du budget autorisé de 543,3 Mds ILS. Si elles accusent une baisse réelle de 6,2% en juin 2025 par rapport à juin 2024, principalement du fait de la guerre, les recettes fiscales affichent une croissance nominale remarquable de 15,9% au premier semestre 2025, alors que les dépenses ne progressent que de 2,4%, et ce du fait notamment du renchérissement du service de la dette (+19,0% en g.a.).

2. LES BONS RÉSULTATS DES ENTREPRISES PUBLIQUES EN 2024 SOUTIENNENT LE BUDGET DE L'ÉTAT

Les chiffres d'affaires combinés des 68 entreprises publiques israéliennes ont atteint un montant record de 102 Mds ILS en 2024 (en hausse de 11,7% g.a.), pour un résultat net conjoint de 7,6 Mds ILS (6,2 Mds en 2023). Ces résultats ont permis de procéder à un versement de dividendes de 1,2 Md ILS (après un montant de 0,7 Md ILS en 2023 et 1,4 Md ILS en 2022). Les principaux bénéfices des entreprises publiques proviennent de l'électricien IEC (3,4 Mds ILS) et du groupe de défense Rafael (1 Md ILS).

3. MOODY'S MAINTIENT LA NOTE SOUVERAINE D'ISRAËL À « BAA1 » AVEC UNE PERSPECTIVE NÉGATIVE

L'agence de notation Moody's a confirmé la note souveraine d'Israël à Baa1, mais maintient une perspective négative, signalant un risque réel de dégradation future. Malgré les cessez-le-feu avec l'Iran et le Hezbollah, Moody's considère que les risques géopolitiques restent très élevés et que l'impact économique et budgétaire de la guerre pourrait être plus important qu'estimé. L'agence prévoit désormais une hausse du ratio dette / PIB à 75 % à moyen terme (contre 70 % avant le conflit), en raison de l'augmentation des dépenses de défense et du ralentissement économique. La croissance du PIB est attendue par Moody's à 2 % en 2025, puis 4,5 % en 2026 (la Banque Centrale table quant à elle sur une

croissance de 3,3% en 2025). Moody's prévient qu'une nouvelle dégradation pourrait survenir même sans escalade militaire, si les effets de long terme sur l'économie ou les finances publiques s'aggravent.

4. LE FRET AÉRIEN PEINE À RETROUVER UNE ACTIVITÉ NORMALE

Pendant les 12 jours de la confrontation avec l'Iran, l'espace aérien israélien a été quasiment totalement fermé, entraînant une perturbation majeure du transport aérien de marchandises. Après la réouverture, le volume des importations aériennes fonctionne actuellement à environ 60% de la capacité normale. Cette baisse s'explique principalement par deux facteurs : les entreprises de transport tentent encore de compenser le retard accumulé durant les 12 jours de fermeture et le nombre de vols passagers, qui transportent également du fret en soute, a fortement diminué, creusant un écart important entre l'offre et la demande. En temps normal, l'aéroport Ben Gourion accueille environ 200 vols par jour, dont une dizaine de vols cargo dédiés, le reste étant des vols passagers également porteurs de fret. Pendant la guerre, il n'y a eu pratiquement aucun vol passagers et seulement environ deux vols cargo par jour, dont environ 70% ont été réquisitionnés par l'État pour des besoins sécuritaires et médicaux. Selon les acteurs du secteur, il faudra entre trois semaines et un mois pour résorber le retard accumulé et revenir à un fonctionnement normal.

JORDANIE

1. AUGMENTATION DU TRAFIC DE CONTENEURS DU PORT D'AQABA AU 1^{ER} SEMESTRE 2025

Le terminal à conteneurs d'Aqaba (ACT) a traité 468 062 conteneurs au total au cours des 6 premiers mois de 2025, soit une augmentation de +24% en glissement annuel (g.a.). ACT indique également que le port a accueilli 293 navires au premier semestre (S1) 2025, en hausse de +46% par rapport au S1 2024, et 281 585 camions, en hausse de +30% en g.a., au cours de la même période. Pour rappel, en 2024, ACT a renouvelé son contrat de concession avec le gouvernement, pour 15 ans supplémentaires dans le cadre d'un accord évalué à 242 M USD.

2. ÉMISSION D'OBLIGATIONS DE 413 M \$

La Banque Centrale de Jordanie (BCJ) a annoncé l'émission, le 8 juillet, d'obligations à hauteur de 413 M USD à échéance 2027 et à un taux d'intérêt de 5,9%. Le ratio de couverture est de 1,03. Cette opération constitue la 4^{ème} émission d'obligations en USD du gouvernement jordanien depuis le début de l'année

2025, pour un montant total de 888 M USD. Au cours de la même période, 19 émissions d'obligations en JOD ont également eu lieu, pour un montant total de 2,6 Mds JOD (3,7 Mds USD), ainsi que 4 émissions de bons du Trésor, pour un montant total de 500 M JOD (705,2 M USD). Pour rappel, selon le FMI, afin de combler ses besoins de financements externes, la Jordanie prévoyait d'émettre des obligations souveraines à hauteur de 750 M USD en 2025, 1 Md USD en 2026 et 2027 puis 1,25 Md USD en 2028.

LIBAN

1. FEUILLE DE ROUTE POUR LE SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ

Le Ministre de l'Énergie et de l'Eau a annoncé des lignes directrices pour le secteur de l'électricité. En premier lieu, Électricité du Liban a été mandatée pour préparer un plan d'amélioration de ses performances opérationnelles et financières, alors que le taux de collecte des factures est estimé à 60% et que les pertes s'élèvent à 10% au plan technique et à 30% au plan non-technique. En outre, les arriérés de paiements dus à l'Irak au titre des accords bilatéraux pour l'approvisionnement de fuel depuis 2021 s'élèveraient à 1,2 Md\$. Le gouvernement entend mettre en œuvre la loi de 2002 sur l'électricité (n°462) et a lancé à cet égard le recrutement des 5 membres du conseil d'administration de l'autorité de régulation du secteur. Alors que la capacité de production reste limitée à 1,2 GW (pour une demande au moins deux fois supérieure), le ministère cherche à accroître la production d'électricité à partir de gaz naturel, en construisant au moins deux centrales thermiques. Une première centrale, d'une capacité de 800 MW, pour un cout estimé à 800 M\$, pourrait être développée sur un modèle BOT. Le déploiement d'un terminal méthanier flottant (« FSRU ») est également envisagé pour permettre l'importation de GNL.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. LA DETTE DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE ENVERS LES BANQUES LOCALES EN HAUSSE DE 17% FIN MARS 2025

Le total des prêts et facilités de crédit dus par l'Autorité nationale palestinienne aux banques opérant sur le marché local a enregistré une hausse de 17% en glissement annuel à la fin mars 2025.

Selon les données provenant de l'Autorité monétaire palestinienne, le montant total des facilités bancaires accordées au gouvernement palestinien s'élève à 2,71 Mds USD.

Cette augmentation du montant des facilités accordées par le secteur bancaire intervient dans un

contexte de poursuite du gel et de la saisie des fonds de compensation par Israël, ainsi que d'un net recul des dons et aides extérieures.

Les facilités accordées au gouvernement palestinien à la fin mars dernier représentent 22,7 % du total des facilités bancaires, estimé à 11,94 Mds USD.

Depuis novembre 2021, le gouvernement verse des salaires partiels à ses employés en raison de la crise financière qu'il traverse — le dernier versement en date étant de 35 % du salaire du mois d'avril.

2. TENSIONS PERSISTANTES SUR LE PAIEMENT DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES

Le vice-ministre des Finances palestinien, Majdi Al-Hassan, a déclaré que les salaires des fonctionnaires pourraient être versés dans un délai d'une semaine à dix jours, si Israël approuve le transfert des fonds de compensation actuellement bloqués. Il a précisé que

le dossier est en attente de la signature du ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, qui s'y oppose jusqu'à présent.

M. Al-Hassan a évoqué plusieurs scénarios pour un versement partiel des salaires, pouvant atteindre 35%, selon les ressources financières disponibles. Il a également souligné qu'Israël retient actuellement environ 8,5 Mds NIS de fonds de compensation dus à l'Autorité palestinienne.

Chaque mois, sur les 900 M NIS dus, environ 443 M sont déduits par Israël pour Gaza, les prisonniers et divers services, laissant à peine 400 M à la disposition de la partie palestinienne.

Malgré cela, le gouvernement affirme être en mesure de verser jusqu'à 70% des salaires grâce à une gestion rigoureuse et au soutien du secteur privé.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,4	5,3*	25*
PIB (Mds USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	383	277	401	540	53	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	3570	6247	4633	54192	4693	5282	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024 ^E	FMI / WEO	2,4	0,3	3,5	0,9	2,5	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	-7,1	-1,5	-4,1	-8,3	-8,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	91	43	37	68	96	164	86*	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	13,6	2,6	36	3,3	1,6	14,2	48,9	15
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	50,1	n/a	48,7	50,2	n/a	47,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr